LC

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 45.142/2
DU 17 SEPTEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 28 août 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant le Code des sociétés conformément à la directive 2006/68/CE du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Les deux versions du projet doivent transposer la directive 2006/68/CE du 6 septembre 2006 (1) en se conformant aux deux versions linguistiques de cet instrument. Le projet à l'examen suscite des difficultés à cet égard.

Ainsi, l'article 2 du projet complète l'article 219 du Code des sociétés par l'adjonction d'un paragraphe 2 et le 2/, a), de ce paragraphe utilise en français le terme "juste valeur", alors que la version néerlandaise fait pour sa part référence à "de waarde in het economisch verkeer" et que la directive emploie les termes "billijke waarde", ce qui correspond à la terminologie dans la version française.

La même observation s'applique aux articles 8, 10 et 12 du projet de l'arrêté royal. Il en va de même des dispositions relatives aux quasi-apports (articles 3, 4, 9, 13 du projet).

2. L'arrêté royal en projet règle l'augmentation de capital par apports en nature dans la société privée à responsabilité limitée (S.P.R.L.) (article 3) et la société anonyme (S.A.) (article 13) et modifie chaque fois l'article correspondant du Code des sociétés. En revanche, il ne prévoit pas une adaptation de l'article 423 du Code des

(1) Directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital (ci-après la directive 2006/68).

.../...

sociétés qui règle l'augmentation de capital par des apports en nature dans une société coopérative à responsabilité limitée (S.C.R.L.).

L'auteur du texte devrait justifier cette exclusion pour autant qu'il ne s'agisse pas d'un oubli.

Observations particulières

Intitulé

Il y a lieu de mentionner l'intitulé complet de la directive 2006/68/CE du 6 septembre 2006, à savoir : "directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital".

Dispositif

Article 3
(article 222, § 2, en projet, du Code des sociétés)

Mieux vaudrait faire des dispositions en projet un nouvel article plutôt que les paragraphes 2 et 3 de l'article 222 du Code des sociétés.

Article 4

1. À l'article 313, § 3, 5/, en projet, la question se pose de savoir pourquoi ne pas mentionner également, comme dans la directive, "et, le cas échéant, la prime d'émission".

La même observation vaut pour les articles 8 (article 395, § 3, 5/, en projet), 10 (article 423, § 5, 5/, en projet), 12 (article 444, § 3, 5/, en projet) et 14 (article 602, § 3, 5/, en projet).

.../...

Selon le fonctionnaire délégué :

"Er moet inderdaad naar de agio/uitgiftepremie worden verwezen in de gevallen waarin het een kapitaalverhoging door inbreng in natura betreft. Er is dan immers geen enkele reden om bij de omzetting van artikel 10*ter* (inbreng in natura zonder deskundigenrapport) anders te werk te gaan dan bij de omzetting van artikel 10.2 (inbreng in natura met deskundigenrapport). Artikel 10.2 werd in het verleden immers reeds omgezet door de artikel 602, lid 2, W.Venn. voor de NV (en op gelijkaardige wijze in de artikelen 313, lid 2 (BVBA) en 423, § 1, lid 2 (CVBA). De in die artikelen gebruikte formulering (die weliswaar soms lichtjes verschilt) is o.i. ook te verkiezen : «en, in voorkomend geval, met de uitgiftepremie van de tegen de inbreng uit te geven aandelen».

Le projet doit être adapté en conséquence.

2. L'article 4 du projet modifie l'article 313 du Code des sociétés, qui règle l'augmentation du capital par apports en nature dans la S.P.R.L.

Il est question au paragraphe 2, alinéa 2, de la réévaluation dans certains cas des apports en nature. Le Conseil d'État renvoie à cet égard à l'article 313 actuel, devenant l'article 313, § 1er, du Code des sociétés. Il faut donc supposer que si réévaluation il y a, celle-ci doit se faire avant la convocation de l'assemblée générale qui va devoir décider de l'augmentation de capital, la décision de l'organe de gestion devant être déposée au greffe du tribunal de commerce conformément à l'article 313, alinéa 4, actuel, devenant l'article 313, § 1er, alinéa 4, du Code des sociétés.

Si la réévaluation doit intervenir à un autre moment, par exemple entre la convocation de l'assemblée générale et la décision de l'assemblée générale, il y aurait lieu de le préciser. Il s'agit en effet d'éviter toute incertitude juridique à cet égard.

La même précision doit être apportée à l'article 14 qui complète l'article 602 du Code des sociétés relatif à l'augmentation de capital par apports en nature dans une S.A.

Article 11
(article 430, en projet, du Code des sociétés)

1. Au paragraphe 1er, 3/, en projet, le Conseil d'État se demande si au regard de la méthode généralement suivie par l'auteur du projet, il ne serait pas plus cohérent de prévoir également l'hypothèse de l'article 23*bis* de la directive 2006/68 en ce qui concerne les S.C.R.L.

2. Le paragraphe 1er, 5/, en projet, mentionne, *in fine*, "cette acquisition ou cette souscription". Or, au début de la phrase, il n'est question que de la souscription des parts et non de leur acquisition. Le texte doit être corrigé en conséquence.

Article 13
(article 447, en projet, du Code des sociétés)

Mieux vaudrait faire des dispositions en projet un nouvel article plutôt que les paragraphes 2 et 3 de l'article 447 du Code des sociétés.

Article 16
(modifications à l'article 620 du Code des sociétés)

1. L'article 16, 1/, du projet modifie, dans l'article 620 du Code des sociétés, le seuil d'acquisition possible par une S.A. de ses propres actions en le portant de 10 % à 20 % du capital souscrit.

Le Conseil d'État se demande s'il n'y a pas lieu de modifier en conséquence également l'article 631 du Code des sociétés relatif aux participations croisées, qui limite à 10 % des droits de vote le nombre d'actions, de parts bénéficiaires et de certificats que les filiales peuvent détenir dans leur société mère ayant pris la forme d'une S.A.

2. L'article 620, § 1er, 5/, du Code des sociétés dispose que l'offre d'acquisition doit être faite aux mêmes conditions à tous les actionnaires sauf, notamment, pour les sociétés cotées et celles dont les actions sont admises aux négociations sur un marché non réglementé organisé de manière quotidienne par une entreprise de marché.

Il s'agit, comme le précise le rapport au Roi "d'une application particulière du principe d'égalité de traitement des actionnaires, impliquant que tous les actionnaires doivent se voir offrir la possibilité de vendre leurs actions, et ce, à un prix identique pour tous".

Comme l'explique le rapport au Roi, l'article 620, § 1er, 5/, du Code des sociétés doit être adapté pour tenir compte des nouveaux systèmes de négociation organisés (systèmes multilatéraux de négociation - MTF en anglais) reconnus par la directive MiFID. La référence à "un marché non réglementé organisé de manière quotidienne par une entreprise de marché" est remplacée par une référence aux "sociétés qui sont admises sur un MTF tel que visé à l'article 2, 4/, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers". Toutefois, seuls les MTF qui fonctionnent sur la base d'une négociation quotidienne au minimum et d'un carnet d'ordres central sont visés, afin, précise le rapport au Roi, "que la mise en oeuvre de nouvelles conditions d'égalité dans la fixation du prix d'acquisition puisse être assurée".

Cependant, le rapport au Roi ajoute que :

> "[l]es sociétés cotées ou admises sur un MTF peuvent dorénavant procéder au rachat de leurs actions propres, non seulement sur le marché réglementé sur lequel elles sont cotées, ou sur le MTF sur lequel elles sont admises, mais également sur tout autre MTF ne répondant pas aux conditions légales de négociation quotidienne et d'utilisation d'un carnet d'ordres central, auprès d'un intermédiaire agissant comme internalisateur systématique, ou même, en dehors de tout marché, ou système de négociation organisé, au moyen d'une transaction de gré à gré (...)" [(2)].

---

(2) Cette possibilité résulte de la suppression des mots "sur ces marchés" qui figurent dans le texte actuel, de l'article 620, § 1er, alinéa 1er, 5/, du Code des sociétés.

Deux questions se posent :

- L'auteur du projet devrait expliquer en quoi l'exigence que la société soit admise sur un MTF fonctionnant sur la base "d'une négociation quotidienne au minimum et d'un carnet d'ordres central" constitue une garantie pour les actionnaires même si le rachat ne se fait pas sur le MTF sur lequel la société est admise.

- La seconde question porte sur la manière dont l'égalité des actionnaires peut être assurée si tous n'ont pas la possibilité de vendre leurs actions, comme ce sera le cas s'il est procédé à une vente de gré à gré. Le fait de garantir expressément l'équivalence du prix offert est insuffisant si l'offre n'est pas faite à tous [(3)]. L'on en revient alors à la règle générale qui veut que l'offre d'acquisition doit être faite aux mêmes conditions à tous les actionnaires. Autrement dit, si l'on combine l'exigence d'information de tous les actionnaires et l'égalité de prix, le Conseil d'État se demande en quoi les nouvelles dispositions constituent une exception au principe général qui veut que l'offre d'acquisition soit faite aux mêmes conditions à tous les actionnaires.

Article 18

Il conviendrait de prévoir expressément la date d'entrée en vigueur de l'article 16 du projet.

---

(3) Une telle offre faite à tous les actionnaires semble d'ailleurs impliquée par l'habilitation donnée au Roi par l'article 620, § 2, alinéa 3, en projet, de déterminer les obligations incombant aux sociétés visées en matière d'information du public relative aux opérations de rachat. Le rapport au Roi précise que "Chaque transaction opérée conformément à l'article 620, § 1er, du Code des sociétés devrait être portée à la connaissance de tous les investisseurs".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	G. KEUTGEN,	assesseurs de la section de législation,
	H. BOSLY,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.142/2
VAN 17 SEPTEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 augustus 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het wetboek van vennootschappen ingevolge Richtlijn 2006/638/EG van 6 september 2006 tot wijziging van Richtlijn 77/91/EEG", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Beide versies van het ontwerp behoren richtlijn 2006/68/EG van 6 september 2006 [(1)] om te zetten met inachtneming van beide taalversies van dit instrument. Het voorliggende ontwerp doet in dat verband moeilijkheden rijzen.

Zo vult artikel 2 van het ontwerp artikel 219 van het Wetboek van Vennootschappen aan door een paragraaf 2 toe te voegen, in onderdeel 2/, a), van deze paragraaf wordt in het Frans de uitdrukking "juste valeur" gebezigd terwijl in de Nederlandse versie er evenwel sprake is van "de waarde in het economisch verkeer", en in de richtlijn de woorden "billijke waarde" worden gebezigd, wat overeenstemt met de terminologie in de Franse versie.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 8, 10 en 12 van het ontwerp van koninklijk besluit. Zulks geldt evenzo voor de bepalingen betreffende de "quasi-inbreng" (artikelen 3, 4, 9 en 13 van het ontwerp).

2. Het ontworpen koninklijk besluit regelt de kapitaalverhoging door inbreng in natura in de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (BVBA)

---

(1) Richtlijn 2006/68/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 september 2006 tot wijziging van Richtlijn 77/91/EEG van de Raad met betrekking tot de oprichting van de naamloze vennootschap, alsook de instandhouding en wijziging van haar kapitaal (hierna genoemd richtlijn 2006/68).

(artikel 3) en in de naamloze vennootschap (NV) (artikel 13) en wijzigt telkens het desbetreffende artikel van het Wetboek van Vennootschappen. Het voorziet daarentegen niet in een aanpassing van artikel 423 van het Wetboek van Vennootschappen, dat kapitaalverhoging door inbreng in natura in een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (CVBA) regelt.

De steller van de tekst zou deze uitzondering moeten rechtvaardigen, voor zover het niet om een onachtzaamheid gaat.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het volledige opschrift van richtlijn 2006/68/EG van 6 september 2006 dient te worden vermeld, namelijk: "richtlijn 2006/68/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 september 2006 tot wijziging van richtlijn 77/91/EEG van de Raad met betrekking tot de oprichting van de naamloze vennootschap, alsook de instandhouding en wijziging van haar kapitaal."

Dispositief

Artikel 3
(ontworpen artikel 222, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen)

Het zou beter zijn van de ontworpen bepalingen een nieuw artikel te maken in plaats van de paragrafen 2 en 3 van artikel 222 van het Wetboek van Vennootschappen.

Artikel 4

1. In het ontworpen artikel 313, § 3, 5/, rijst de vraag waarom, zoals in de richtlijn, niet eveneens wordt vermeld "en, in voorkomend geval, met het agio";

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 8 (ontworpen artikel 395, § 3, 5/), 10 (ontworpen artikel 423, § 5, 5/), 12 (ontworpen artikel 444, § 3, 5/) en 14 (ontworpen artikel 602, § 3, 5/).

De gemachtigde ambtenaar heeft het volgende verklaard :

"Er moet inderdaad naar de agio/uitgiftepremie worden verwezen in de gevallen waarin het een kapitaalverhoging door inbreng in natura betreft. Er is dan immers geen enkele reden om bij de omzetting van artikel 10*ter* (inbreng in natura zonder deskundigenrapport) anders te werk te gaan dan bij de omzetting van artikel 10.2 (inbreng in natura met deskundigenrapport). Artikel 10.2 werd in het verleden immers reeds omgezet door de artikel 602, lid 2, W.Venn. voor de NV (en op gelijkaardige wijze in de artikelen 313, lid 2 (BVBA) en 423, § 1, lid 2 (CVBA). De in die artikelen gebruikte formulering (die weliswaar soms lichtjes verschilt) is o.i. ook te verkiezen : «en, in voorkomend geval, met de uitgiftepremie van de tegen de inbreng uit te geven aandelen»."

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. Artikel 4 van het ontwerp wijzigt artikel 313 van het Wetboek van Vennootschappen, dat kapitaalverhoging door inbreng in natura in de BVBA regelt.

In paragraaf 2, tweede lid, staat dat in sommige gevallen de inbreng in natura geherwaardeerd wordt. De Raad van State verwijst in dat verband naar het huidige artikel 313, dat artikel 313, § 1, wordt van het Wetboek van Vennootschappen. Er dient dus vanuit te worden gegaan dat, indien er sprake is van een herwaardering, deze moet geschieden vóór het samenroepen van de algemene vergadering die zal moeten beslissen over de kapitaalverhoging, daar de beslissing van het bestuursorgaan ingediend moet worden bij de griffie van de rechtbank van koophandel overeenkomstig het huidige artikel 313, vierde lid, dat artikel 313, § 1, vierde lid, van het Wetboek van Vennootschappen wordt.

Indien de herwaardering moet geschieden op een ander tijdstip, bijvoorbeeld tussen de bijeenroeping van de algemene vergadering en de beslissing van de algemene vergadering, dient zulks te worden gepreciseerd. Het komt er immers op aan elke rechtsonzekerheid in dat opzicht te voorkomen.

Dezelfde precisering moet worden aangebracht in artikel 14, dat artikel 602 aanvult van het Wetboek van Vennootschappen betreffende kapitaalverhoging door inbreng in natura in een NV.

Artikel 11
(ontworpen artikel 430 van het Wetboek van Vennootschappen)

1. De Raad van State vraagt zich af of het in de ontworpen paragraaf 1, 3/, in het licht van de door de steller van het ontwerp algemeen gevolgde werkwijze, niet logischer zou zijn eveneens te voorzien in het geval van artikel 23*bis* van richtlijn 2006/68 in verband met de CVBA.

2. De ontworpen paragraaf 1, 5/, in fine, heeft het over "die verkrijging of inschrijving". In het begin van de zin is er evenwel alleen sprake van de inschrijving op aandelen en niet van het verkrijgen ervan. De tekst moet dienovereenkomstig worden gecorrigeerd.

Artikel 13
(ontworpen artikel 447 van het Wetboek van Vennootschappen)

Het zou beter zijn van de ontworpen bepalingen een nieuw artikel te maken in plaats van de paragrafen 2 en 3 van artikel 447 van het Wetboek van Vennootschappen.

.

Artikel 16
(wijzigingen in artikel 620 van het Wetboek van Vennootschappen)

1. Artikel 16, 1/, van het ontwerp wijzigt in artikel 620 van het Wetboek van Vennootschappen, het percentage voor het mogelijk door een NV verkrijgen van haar eigen aandelen, door het te brengen van 10% op 20% van het geplaatste kapitaal.

De Raad van State vraagt zich af of ook artikel 631 van het Wetboek van Vennootschappen betreffende de kruisparticipaties bijgevolg niet dient te worden gewijzigd; dit artikel beperkt tot 10% van de stemrechten het aantal aandelen, winstbewijzen en certificaten dat dochtervennootschappen mogen bezitten in hun moedervennootschap die de rechtsvorm van een NV heeft aangenomen.

2. Artikel 620, § 1, 5/, van het Wetboek van Vennootschappen bepaalt dat het aanbod tot verkrijging onder dezelfde voorwaarden aan alle aandeelhouders moet worden gedaan, uitgezonderd meer bepaald genoteerde vennootschappen en die waarvan de aandelen verhandeld mogen worden op een niet-gereglementeerde markt welke dagelijks door een marktonderneming wordt georganiseerd.

In het verslag aan de Koning wordt gepreciseerd dat het gaat om "een specifieke toepassing van het beginsel van de gelijke behandeling van de aandeelhouders die impliceert dat alle aandeelhouders de mogelijkheid moeten krijgen hun aandelen te verkopen en dit tegen een prijs die voor iedereen gelijk is".

Zoals in het verslag aan de Koning wordt uitgelegd, moet artikel 620, § 1, 5/, van het Wetboek van Vennootschappen worden aangepast om rekening te houden met de nieuwe georganiseerde verhandelingssystemen (multilaterale handelsfaciliteiten - MTF in het Engels), die erkend worden door de MiFID-richtlijn. De verwijzing naar "een dagelijks door een marktonderneming georganiseerde niet-gereglementeerde markt" wordt vervangen door een verwijzing naar de "vennootschappen die toegelaten zijn tot een MTF zoals bedoeld in artikel 2, 4/, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten". Evenwel wordt alleen gedoeld op MTF's die werken met minstens één dagelijkse verhandeling en met een centraal

orderboek, teneinde, zoals in het verslag aan de Koning wordt gepreciseerd, "de toepassing te waarborgen van de nieuwe voorwaarden voor gelijke behandeling in de prijsbepaling".

In het verslag aan de Koning staat voorts het volgende :

> "De genoteerde vennootschappen of de vennootschappen die zijn toegelaten tot een MTF mogen voortaan eigen aandelen inkopen, zowel op de gereglementeerde markt waar zij genoteerd staan of op de MTF waartoe zij zijn toegelaten, maar eveneens op enige andere MTF ook al voldoet die niet aan de wettelijke voorwaarden van dagelijkse verhandeling en gebruik van een centraal orderboek, bij een tussenpersoon die optreedt als systematische internaliseerder, of zelfs buiten enige markt of georganiseerde handelsfaciliteit via een OTC-verrichting(...)" [(2)].

Er rijzen twee vragen :

- steller van het ontwerp zou moeten uitleggen in welk opzicht het vereiste dat de vennootschap is toegelaten tot een MTF die werkt met "minstens één dagelijkse verhandeling en met een centraal orderboek" een waarborg vormt voor de aandeelhouders, zelfs indien de wederinkoop niet geschiedt op de MTF waartoe de vennootschap is toegelaten.

- tweede vraag betreft de wijze waarop de gelijkheid van de aandeelhouders kan worden gewaarborgd als zij niet allemaal de mogelijkheid hebben om hun aandelen te verkopen, zoals het geval zal zijn bij een onderhandse verkoop. Het uitdrukkelijk waarborgen van de gelijkwaardigheid van de geboden prijs volstaat niet als het aanbod niet voor allen geldt [(3)]. Men keert dan terug naar de algemene regel volgens welke het aanbod tot verkrijging van aandelen gedaan moet worden op dezelfde

---

(2) Deze mogelijkheid is het gevolg van het schrappen van de woorden "op deze markten" in de huidige tekst van artikel 620, § 1, vijfde lid, 5/, van het Wetboek van Vennootschappen.

(3) Het laat zich aanzien dat de bij het ontworpen artikel 620, § 2, derde lid, aan de Koning verleende machtiging om te bepalen welke verplichtingen de bedoelde vennootschappen hebben inzake informatieverstrekking aan het publiek over wederinkoopverrichtingen, een zodanig aanbod aan alle aandeelhouders impliceert. Het verslag aan de Koning preciseert: "Elke transactie die volgens artikel 620, § 1, van het Wetboek van Vennootschappen wordt uitgevoerd zou ter kennis moeten worden gebracht van alle beleggers."

voorwaarden aan alle aandeelhouders. Met andere woorden, indien het vereiste inzake informatieverstrekking aan alle aandeelhouders gecombineerd wordt met de gelijkheid van prijs, vraagt de Raad van State zich af in welk opzicht de nieuwe bepalingen een uitzondering vormen op het algemene beginsel dat het aanbod tot verkrijging gedaan moet worden op dezelfde voorwaarden aan alle aandeelhouders.

Artikel 18

Er zou uitdrukkelijk moeten worden voorzien in de datum van inwerkingtreding van artikel 16 van het ontwerp.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	G. KEUTGEN,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	H. BOSLY,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON, Y. KREINS